

**Séance ordinaire du  
jeudi 11 juillet 2024**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Hors Délégation**

**Présents :**

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

**Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Sébastien COTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

**Création d'une unité de Valorisation Energétique des Boues (UEVB) dans la  
station de traitement des eaux usées Maera à Lattes - Demande d'autorisation  
environnementale présentée par la Régie des eaux - Avis**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par arrêté n° 2024-03-DRCL-0105 en date du 27 mars 2024, Monsieur le Préfet de l'Hérault a décidé l'ouverture d'une enquête publique préalable à une autorisation environnementale portée par la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la création d'une Unité de Valorisation Energétique des Boues (UEVB) dans la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes. Cette enquête publique, dont le siège se situe à Lattes, se déroulera du lundi 22 avril 2024 à 9h au lundi 27 mai à 12h.

L'avis des Conseils municipaux des communes de Montpellier, Lattes, Pérols et Mauguio-Carnon, ainsi que du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, est demandé ; ces communes se situant dans le rayon d'affichage des 3 kilomètres réglementaires définis par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le projet envisagé par la Régie des eaux comprend la mise en œuvre d'une UEVB avec production de chaleur. Il est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), à étude d'impact et à enquête publique. Il a fait l'objet, à l'initiative de la Régie

des eaux, d'une concertation préalable du public dans le cadre des articles R.121-19 et L.121-16 du Code de l'Environnement entre le 3 mars 2023 et le 2 avril 2023.

Dans le cadre de la modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes, la Régie des eaux porte le projet de mise en œuvre d'une UVEB. Cette unité, permet de transformer les résidus issus du traitement des eaux usées (les boues) en sources d'énergie renouvelable, tout en réduisant la quantité de déchets à éliminer. Les objectifs du projet sont, non seulement de fiabiliser et pérenniser la filière de traitement des eaux usées en rendant la Métropole autonome sur le traitement des boues, mais aussi de réduire de façon significative les nuisances associées à leur gestion. Ainsi, l'UVEB doit notamment permettre la réduction des flux de camions afin de limiter les nuisances sonores et olfactives. Cette approche doit permettre également d'exploiter pleinement le potentiel énergétique des boues avec une valorisation de la chaleur sur site mais aussi une exportation vers le réseau de chaleur de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au regard de ses implications économiques, sociales et environnementales, le projet constitue un véritable atout pour le territoire tout en améliorant le cadre de vie des riverains ; il est donc proposé d'émettre un avis favorable.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'émettre un avis favorable sur la demande d'autorisation environnementale présentée par la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la création d'une Unité de Valorisation Énergétique des Boues (UVEB) sur la station de traitement des eaux usées Maera à Lattes ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 6 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-268133-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).